



COMMISSION SCOLAIRE SIR-WILFRID-LAURIER  
SIR WILFRID LAURIER SCHOOL BOARD

## AVIS IMPORTANT

Le SOUMISSIONNAIRE doit, pour rendre sa soumission conforme, compléter le Formulaire de Soumission aux endroits appropriés, le retourner dans son intégralité en plus de compléter et joindre tout autre document requis en annexe. Tout document du SOUMISSIONNAIRE qui n'est pas requis par l'ORGANISME PUBLIC est réputé ne pas faire partie de la Soumission.

### APPEL D'OFFRES - CONSTRUCTION

#### FORMULAIRE DE SOUMISSION

NO 22-188-02

**Réfection des blocs sanitaires et du secteur administratif de l'école secondaire  
Laval Junior Academy**

(Travaux de construction uniquement)

*Nom du Soumissionnaire*

( \_\_\_\_\_ )



<b>TABLE DES MATIÈRES</b>
---------------------------

	<b>PAGE</b>
PRÉAMBULE .....	4
<b>0.00 INTERPRÉTATION.....</b>	<b>5</b>
<b>1.00 SOUMISSION.....</b>	<b>5</b>
<b>2.00 PRIX PROPOSÉ.....</b>	<b>5</b>
2.01 Prix de base.....	5
2.02 Ajustement.....	5
<b>3.00 MODALITÉS DE PAIEMENT.....</b>	<b>5</b>
<b>4.00 SÛRETÉS .....</b>	<b>5</b>
4.01 Garantie de soumission.....	5
4.02 Garantie d'exécution et des obligations .....	6
<b>5.00 ATTESTATIONS RÉCIPROQUES.....</b>	<b>6</b>
<b>6.00 ATTESTATIONS DE L'ORGANISME PUBLIC.....</b>	<b>6</b>
<b>7.00 ATTESTATIONS DU SOUMISSIONNAIRE .....</b>	<b>6</b>
<b>8.00 OBLIGATION(S) RÉCIPROQUE(S) .....</b>	<b>7</b>
<b>9.00 OBLIGATIONS DE L'ORGANISME PUBLIC.....</b>	<b>7</b>
<b>10.00 OBLIGATIONS DU SOUMISSIONNAIRE.....</b>	<b>7</b>
<b>11.00 DISPOSITIONS PARTICULIÈRES .....</b>	<b>7</b>
<b>12.00 DISPOSITIONS GÉNÉRALES .....</b>	<b>7</b>
<b>13.00 RETRAIT DE LA SOUMISSION.....</b>	<b>7</b>
<b>14.00 ENTRÉE EN VIGUEUR.....</b>	<b>8</b>
<b>15.00 DURÉE. ....</b>	<b>8</b>
<b>16.00 PORTÉE.....</b>	<b>8</b>

## LISTE DES ANNEXES

*Note: Les annexes sont numérotées en fonction de la clause à laquelle elles se rapportent.*

	<b>PAGE</b>
<b>ANNEXE 2.00 - BORDEREAU DE PRIX .....</b>	<b>9</b>
<b>ANNEXE 2.00 B - BORDEREAU DE PRIX VENTILÉ .....</b>	<b>10</b>
<b>ANNEXE 4.01 A - CAUTIONNEMENT DE SOUMISSION.....</b>	<b>11</b>
<b>ANNEXE 4.01 B - LETTRE DE GARANTIE IRRÉVOCABLE .....</b>	<b>12</b>
<b>ANNEXE 4.02 - LETTRE D'ENGAGEMENT .....</b>	<b>14</b>
<b>ANNEXE 7.00 - ATTESTATION RELATIVE À LA PROBITÉ DU SOUMISSIONNAIRE.....</b>	<b>15</b>
<b>ANNEXE 7.00 - VALIDATION DE CONFORMITÉ DE LA CNESST .....</b>	<b>19</b>
<b>ANNEXE 7.00 - ABSENCE DE LETTRE DE VALIDATION DE CONFORMITÉ DE LA CNESST .</b>	<b>20</b>
<b>ANNEXE 7.00 - ATTESTATION DE REVENU QUÉBEC.....</b>	<b>21</b>
<b>ANNEXE 7.00 - ABSENCE D'ÉTABLISSEMENT AU QUÉBEC .....</b>	<b>22</b>
<b>ANNEXE 7.00 - COPIE DES LICENCES ET PERMIS .....</b>	<b>23</b>
<b>ANNEXE 7.00 - EXTRAIT DE RÉOLUTION.....</b>	<b>24</b>
<b>ANNEXE 7.00 - CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE .....</b>	<b>25</b>
<b>ANNEXE 7.00 - DÉCLARATION CONCERNANT LA REPRODUCTION DE DOCUMENTS CONTENUS DANS UNE SOUMISSION TRANSMISE SUR SUPPORT PAPIER.....</b>	<b>26</b>
<b>ANNEXE 7.00 - LES 3 RÉFÉRENCES DE PROJETS RÉALISÉS, DEPUIS 2013, DU MÊME TYPE TEL QUE DÉCRIT DANS LES DEVIS DANS UN BÂTIMENT PUBLIC (NON RÉSIDENTIEL) ....</b>	<b>27</b>

FORMULAIRE DE SOUMISSION se rapportant à l'Appel d'Offres n° 22-188-02.

PRÉSENTÉ PAR :

Nom complet du SOUMISSIONNAIRE tel qu'indiqué au REQ :

\_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

Téléphone : \_\_\_\_\_ Télécopieur : \_\_\_\_\_

Site internet : \_\_\_\_\_ Courriel corporatif : \_\_\_\_\_

Numéro d'entreprise (NEQ) : \_\_\_\_\_

Numéro de licence RBQ : \_\_\_\_\_

TPS/TVH : \_\_\_\_\_ TVQ : \_\_\_\_\_

#### STATUT JURIDIQUE

<input type="checkbox"/> Entreprise individuelle	<input type="checkbox"/> Personne physique n'exploitant pas une entreprise individuelle	
<input type="checkbox"/> Société en nom collectif	<input type="checkbox"/> Société en commandite	
<input type="checkbox"/> Consortium Non Juridiquement Organisé (seulement si permis par la clause «Proposition de groupe» de la Régie de l'Appel d'Offres)		
<input type="checkbox"/> Société par actions	<input type="checkbox"/> Régime fédéral	
	<input type="checkbox"/> Régime provincial	<input type="checkbox"/> Québec
		<input type="checkbox"/> Autre (préciser) : _____
<input type="checkbox"/> Organisme à but non lucratif (OBNL)		

Nom du représentant : \_\_\_\_\_

Titre : \_\_\_\_\_ Courriel : \_\_\_\_\_

Téléphone : \_\_\_\_\_ Cellulaire : \_\_\_\_\_

CI-APRÈS DÉNOMMÉ LE «SOUMISSIONNAIRE»

\_\_\_\_\_

#### PRÉAMBULE

Le SOUMISSIONNAIRE déclare ce qui suit :

A) il a pris connaissance de l'Appel d'Offres émis par l'ORGANISME PUBLIC;

B) en réponse à cet Appel d'Offres, il soumet la Soumission qui suit.

## **0.00 INTERPRÉTATION**

Sous réserve des adaptations nécessaires, les dispositions d'interprétation du Formulaire de Soumission sont les mêmes que celles qui apparaissent aux parties 0.00 des Documents d'Appel d'Offres.

## **1.00 SOUMISSION**

En réponse à la demande de propositions faite sur le SEAO de la part de l'ORGANISME PUBLIC dans le cadre de l'Appel d'Offres n° 22-188-02, le SOUMISSIONNAIRE dépose par la présente son offre de contracter à l'intention de l'ORGANISME PUBLIC, conforme à ses exigences, contenant tous les éléments d'information demandés par ce dernier visant à compléter le Contrat étant entendu que, sur acceptation de celle-ci par l'ORGANISME PUBLIC, les deux PARTIES deviennent liées par ce dernier sans autre avis ni formalité.

## **2.00 PRIX PROPOSÉ**

### **2.01 Prix de base**

Le SOUMISSIONNAIRE déclare avoir pris connaissance des Plans et Devis ainsi que tout Addenda s'y rapportant et être en mesure d'établir à la lumière de son contenu un prix pour les Travaux recherchés, lequel prix prend en compte les inclusions indiquées dans les Documents d'Appel d'Offres. Le prix proposé à l'ORGANISME PUBLIC est présenté dans le Bordereau de Prix reproduit à l'annexe 2.00 des présentes.

### **2.02 Ajustement**

Le SOUMISSIONNAIRE reconnaît et accepte que le(s) prix énoncé(s) est(sont) toutefois sujet(s) aux ajustements indiqués dans le Contrat.

## **3.00 MODALITÉS DE PAIEMENT**

Le SOUMISSIONNAIRE prend acte des modalités de paiement indiquées aux parties 3.00 des Documents d'Appel d'Offres et s'en déclare satisfait.

## **4.00 SÛRETÉS**

### **4.01 Garantie de soumission**

Tel que requis par les Documents d'Appel d'Offres, nous joignons la garantie de soumission suivante :

- Cautionnement de soumission (annexe 4.01 A)
- Lettre de garantie irrévocable (annexe 4.01 B)

---

**4.02 Garantie d'exécution et des obligations**

Tel que requis par les Documents d'Appel d'Offres, nous joignons à notre Soumission la lettre d'engagement garantissant l'émission d'une garantie d'exécution et des obligations de l'ENTREPRENEUR pour gages, matériaux et services conformément aux exigences de la partie 4.00 des Documents d'Appels d'Offres.

**5.00 ATTESTATIONS RÉCIPROQUES**

Le SOUMISSIONNAIRE prend acte des attestations réciproques indiquées aux parties 5.00 des Documents d'Appel d'Offres et s'en déclare satisfait.

**6.00 ATTESTATIONS DE L'ORGANISME PUBLIC**

Le SOUMISSIONNAIRE prend acte des attestations de l'ORGANISME PUBLIC indiquées aux parties 6.00 des Documents d'Appel d'Offres et s'en déclare satisfait.

**7.00 ATTESTATIONS DU SOUMISSIONNAIRE**

Le SOUMISSIONNAIRE déclare avoir pris connaissance des Plans et Devis et obtenu les renseignements nécessaires sur l'état de l'emplacement où doivent s'exécuter les Travaux dont il reconnaît la suffisance afin d'établir avec précision le prix proposé dans le Bordereau de Prix.

De plus, le SOUMISSIONNAIRE prend acte des attestations du SOUMISSIONNAIRE/ENTREPRENEUR indiquées aux parties 7.00 des Documents d'Appel d'Offres et déclare celles-ci exactes. Il produit en annexe des présentes, tel qu'exigé par les Documents d'Appel d'Offres, les documents suivants dont il atteste de l'exactitude, à savoir :

- a) le formulaire «Bordereau de Prix»;
- b) le formulaire «Bordereau de Prix ventilé»;
- c) la garantie de soumission;
- d) la lettre d'engagement garantissant l'émission d'une garantie d'exécution et d'une garantie des obligations de l'ENTREPRENEUR pour gages, matériaux et services;
- e) le formulaire «Attestation relative à la Probité du Soumissionnaire» dûment rempli et signé;
- f) l'annexe «Charte de la langue française» et, si applicable, tout document additionnel exigé dans celle-ci;
- g) l'attestation de Revenu Québec, s'il a un établissement au Québec;
- h) le formulaire «Absence d'établissement au Québec» dûment rempli et signé, s'il n'a pas d'établissement au Québec;

- i) une copie de toutes les licences requises qu'il détient en vertu de la *Loi sur le bâtiment*;
- j) l'extrait de résolution;
- k) le formulaire «Déclaration concernant la reproduction de documents contenus dans une Soumission transmise sur support papier» dûment rempli et signé, si certains documents de la Soumission ne sont pas des originaux;
- l) la validation de conformité de la CNESST;
- m) s'il n'a pas l'obligation de s'inscrire à la CNESST, le formulaire «Absence de lettre de validation de conformité de la CNESST»;
- n) les 3 références de projets réalisés, depuis 2013, du même type tel que décrit dans les Devis dans un bâtiment public (non résidentiel)

#### **8.00 OBLIGATION(S) RÉCIPROQUE(S)**

Le SOUMISSIONNAIRE prend acte des obligations réciproques indiquées aux Documents d'Appel d'Offres et s'en déclare satisfait en plus de s'engager à les respecter.

#### **9.00 OBLIGATIONS DE L'ORGANISME PUBLIC**

Le SOUMISSIONNAIRE prend acte des obligations de l'ORGANISME PUBLIC indiquées aux Documents d'Appel d'Offres et s'en déclare satisfait.

#### **10.00 OBLIGATIONS DU SOUMISSIONNAIRE**

Le SOUMISSIONNAIRE prend acte des obligations du SOUMISSIONNAIRE/ENTREPRENEUR indiquées aux parties 10.00 des Documents d'Appels d'Offres qu'il s'engage à respecter.

#### **11.00 DISPOSITIONS PARTICULIÈRES**

Le SOUMISSIONNAIRE prend acte des dispositions particulières indiquées aux Documents d'Appel d'Offres et s'en déclare satisfait en plus de s'engager à les respecter.

#### **12.00 DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

Le SOUMISSIONNAIRE prend acte des dispositions générales indiquées aux Documents d'Appel d'Offres et s'en déclare satisfait en plus de s'engager à les respecter.

#### **13.00 RETRAIT DE LA SOUMISSION**

Le SOUMISSIONNAIRE reconnaît que sa Soumission constitue, à compter de l'ouverture des Soumissions, une offre irrévocable de contracter et qu'il ne peut plus retirer celle-ci. Si sa Soumission est acceptée et qu'il refuse d'honorer ses obligations en vertu du Contrat, l'ORGANISME PUBLIC peut, outre l'encaissement ou l'exécution de toute garantie consentie par le SOUMISSIONNAIRE, lui réclamer des dommages-intérêts.

**14.00 ENTRÉE EN VIGUEUR**

La Soumission entre en vigueur à compter de son dépôt au lieu ainsi qu'à la date indiqués dans les Documents d'Appel d'Offres.

**15.00 DURÉE**

La Soumission demeure en vigueur pour la période indiquée à la clause «Durée de validité» prévue à la partie 1.00 du document Régie.

**16.00 PORTÉE**

La Soumission constitue une acceptation formelle du Contrat par le SOUMISSIONNAIRE, sujet aux éléments qu'elle contient visant à compléter ce dernier lorsque requis, étant entendu qu'une fois acceptée par l'ORGANISME PUBLIC, elle devient partie du Contrat auquel le SOUMISSIONNAIRE adhère, sans réserve, à toutes fins que de droit.

EN FOI DE QUOI, LE SOUMISSIONNAIRE, PAR L'ENTREMISE DE SON REPRÉSENTANT DÛMENT AUTORISÉ, A SIGNÉ CETTE SOUMISSION POUR FIN DE CONFORMITÉ DE CELLE-CI ET EN GUISE D'ADHÉSION AU CONTRAT, À ....., CE ...E JOUR DE ..... 20... .

**LE SOUMISSIONNAIRE**

Par : \_\_\_\_\_  
(Signature)

\_\_\_\_\_  
(Nom en lettres moulées)

\_\_\_\_\_  
(Fonction en lettres moulées)

**IMPORTANT**

L'absence de signature constitue un cas de non-conformité d'une Soumission.



**ANNEXE 2.00 - BORDEREAU DE PRIX**

- **Titre** : Réfection des blocs sanitaires et du secteur administratif de l'école secondaire Laval Junior Academy
- **Numéro** : 22-188-02

LE SOUMISSIONNAIRE S'ENGAGE À EXÉCUTER LES TRAVAUX EXIGÉS DANS LES PLANS ET DEVIS AINSI QUE TOUS CEUX QUI, BIEN QUE NON SPÉCIFIQUEMENT MENTIONNÉS, SONT REQUIS CONFORMÉMENT À L'ESPRIT DES PLANS ET DEVIS POUR LE MONTANT TOTAL FORFAITAIRE, EXCLUANT LES TAXES APPLICABLES, DE :

---

(en lettres) (en chiffres)

EN FOI DE QUOI, LE SOUMISSIONNAIRE PAR SON REPRÉSENTANT DÛMENT AUTORISÉ A SIGNÉ LES PRÉSENTES À ....., CE ...<sup>E</sup> JOUR DE ..... 20... .

**LE SOUMISSIONNAIRE**

Par : .....  
(Signature)

.....  
(Nom en lettres moulées)

.....  
(Fonction)

**ANNEXE 2.00 B - BORDEREAU DE PRIX VENTILÉ**

*(Le SOUMISSIONNAIRE doit imprimer et joindre le document Annexe 2.00 B Bordereau de prix ventilé, dûment complété.)*

**ANNEXE 4.01 A - CAUTIONNEMENT DE SOUMISSION**

a) La ..... (nom de la caution), dont le principal établissement est situé à . . .  
 ..... , ici  
 représentée par ..... , dûment autorisé(e), (ci-après appelée la  
 «Caution»), après avoir pris connaissance de la soumission devant être présentée au plus tard  
 le ..... au/à Commission scolaire Sir-Wilfrid-Laurier (ci-après appelé  
 «l'Organisme public»), par ..... (nom de l'entrepreneur), dont le  
 principal établissement est situé à .....  
 ..... , ici représenté(e) par .....  
 . . . , dûment autorisé(e), (ci-après appelé «l'Entrepreneur»),

pour l'exécution de la réfection des blocs sanitaires et du secteur administratif de l'école secondaire  
 Laval Junior Academy

se porte caution de l'Entrepreneur, envers l'Organisme public, aux conditions suivantes :

La Caution, au cas de défaut de l'Entrepreneur de signer un contrat conforme à sa soumission ou de son défaut de fournir les garanties et autres documents requis, le cas échéant, dans les 15 jours de la date d'acceptation de sa soumission, s'oblige à payer à l'Organisme public une somme d'argent représentant la différence entre le montant de la soumission qui avait été acceptée et celui de la soumission subséquemment acceptée par l'Organisme public, sa responsabilité étant limitée, tel que prévu dans les documents d'appel d'offres, soit DIX POUR CENT (10%) du prix total proposé dans sa Soumission.

- b) L'Entrepreneur dont la soumission a été acceptée devra être avisé de l'acceptation de sa soumission avant l'expiration de la période de validité des soumissions ou de tout autre délai convenu entre l'Organisme public et l'Entrepreneur, sans quoi la présente obligation est nulle et sans effet.
- c) Ce cautionnement est régi par le droit applicable au Québec et, en cas de contestation, les tribunaux du Québec seront seuls compétents.
- d) La Caution renonce au bénéfice de discussion et de division.
- e) L'Entrepreneur intervient aux présentes pour y consentir et, à défaut par lui de ce faire, la présente obligation est nulle et de nul effet.

EN FOI DE QUOI, LA CAUTION ET LE SOUMISSIONNAIRE PAR LEURS REPRÉSENTANTS DÛMENT AUTORISÉS, ONT SIGNÉ LES PRÉSENTES À ....., CE ...<sup>E</sup> JOUR DE ..... 20... .

\_\_\_\_\_  
 Témoin

\_\_\_\_\_  
 Témoin

**CAUTION**

Par : \_\_\_\_\_  
 .....

**ENTREPRENEUR**

Par : \_\_\_\_\_  
 .....

## ANNEXE 4.01 B - LETTRE DE GARANTIE IRRÉVOCABLE

<b>Bénéficiaire</b>	<b>N° de Projet:</b>
Commission scolaire Sir-Wilfrid-Laurier	PI-188-22-P01
<b>Adresse du bénéficiaire</b>	<b>N° de l'appel d'offres:</b>
235, Montée Lesage Rosemère, (Québec) J7A 4Y6	22-188-02
<b>Objet</b>	<b>Identification de l'appel d'offres:</b>
	Réfection des blocs sanitaires et du secteur administratif de l'école secondaire Laval Junior Academy
<b>Nom de l'ENTREPRENEUR SOUMISSIONNAIRE</b>	
<b>Adresse de l'ENTREPRENEUR</b>	

Nom de l'Entrepreneur soumissionnaire : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Identification sommaire de l'appel d'offres : \_\_\_\_\_

Réfection des blocs sanitaires et du secteur administratif de  
l'école secondaire Laval Junior Academy - N° PI-188-22-  
P01

(Nom et N° de projet)

La \_\_\_\_\_

(Nom de l'institution financière et succursale)

Ici représenté par \_\_\_\_\_ dûment autorisé(e), garantit, de façon irrévocable, le paiement des sommes qui vous seront dues par l'Entrepreneur soumissionnaire ci-haut mentionné advenant le défaut de ce dernier de signer un contrat conforme à sa soumission ou de fournir les garanties requises dans les jours de la date de l'avis de l'acceptation de sa soumission.

Les deux seules conditions pour que la présente garantie soit réalisable sont : soit le défaut de signer un contrat conformément à la soumission, soit le défaut de produire les garanties requises.

Après réception d'une demande écrite de paiement, dans laquelle la date d'ouverture des soumissions devra être mentionnée,

\_\_\_\_\_  
(Nom de l'institution financière)

s'engage à acquitter ces sommes; toutefois, en aucun cas, l'engagement total de

\_\_\_\_\_  
(Nom de l'institution financière)

---

en vertu des présentes, ne devra dépasser la somme de \_\_\_\_\_ DOLLARS  
(\_\_\_\_\_ \$).

La présente garantie demeurera en vigueur pendant la période de validité des soumissions prévue aux documents d'appel d'offres et toute demande de paiement, en vertu de la présente garantie, devra parvenir à

---

(Nom de l'institution financière)

au plus tard dans les QUINZE (15) jours suivant l'expiration de la période de validité des soumissions.

Le paiement est exigible à la simple demande de paiement adressée à l'institution financière par le bénéficiaire.

---

(Nom de l'institution financière)

---

(Adresse)

---

**Date**

**Nom du signataire en lettres moulées**

**Signature**

## ANNEXE 4.02 - LETTRE D'ENGAGEMENT

Date : \_\_\_\_\_

N° : \_\_\_\_\_

ENTENDU QUE \_\_\_\_\_

(Nom de l'entrepreneur)

a présenté une soumission par écrit à l'ORGANISME PUBLIC

Commission scolaire Sir-Wilfrid-Laurier

(Nom de l'organisme public)

en date du \_\_\_\_\_ 20 \_\_\_\_\_, relativement à :

(Description du marché)

et à condition que la soumission ci-dessus soit acceptée dans les \_\_\_\_\_ ( ) jours suivant la date d'entrée des soumissions.

Nous, \_\_\_\_\_, une société légalement constituée et dûment autorisée à se rendre caution dans la province de Québec à titre de caution, nous engageons à accorder à l'entrepreneur le ou les cautionnements suivants si l'entrepreneur conclut un contrat en bonne et due forme avec le maître de l'ouvrage.

1. Cautionnement d'exécution pour un montant équivalant à CINQUANTE POUR CENT (50 %) du prix du marché sous réserve d'un montant maximal de \_\_\_\_\_ DOLLARS ( \$).
2. Cautionnement des obligations de l'entrepreneur pour salaires, matériaux et services pour un montant équivalant à CINQUANTE POUR CENT (50 %) du prix du marché sous réserve d'un montant maximal de \_\_\_\_\_ DOLLARS ( \$).

Le présent engagement est sans effet, à moins que la demande écrite pour le ou les cautionnements ne soit faite par l'organisme public à l'entrepreneur dans les TRENTE (30) jours suivant l'attribution du marché.

La présente lettre d'engagement est remise simultanément avec la soumission et doit être considérée comme en faisant partie intégrante.

(Nom de l'Institution Financière)

Par : \_\_\_\_\_, fondé de pouvoir

---

**ANNEXE 7.00 - ATTESTATION RELATIVE À LA PROBITÉ DU SOUMISSIONNAIRE**

**Titre** : Réfection des blocs sanitaires et du secteur administratif de l'école  
secondaire Laval Junior Academy

**Numéro** : 22-188-02

Je, soussigné(e), \_\_\_\_\_,  
(nom et titre de la personne autorisée par le soumissionnaire)  
en présentant à l'ORGANISME PUBLIC la Soumission ci-jointe (ci-après appelée la «Soumission»),  
atteste que les déclarations ci-après sont vraies et complètes à tous les égards,  
au nom de \_\_\_\_\_,  
(nom du soumissionnaire)  
(ci-après appelé le «SOUMISSIONNAIRE»).

Je déclare ce qui suit :

1. J'ai lu et je comprends la présente attestation.
2. Je sais que la Soumission sera rejetée si les déclarations contenues à la présente attestation ne sont pas vraies ou complètes à tous les égards.
3. Je reconnais que la présente attestation peut être utilisée à des fins judiciaires.
4. Je suis autorisé(e) par le SOUMISSIONNAIRE à signer la présente attestation.
5. La ou les personnes, selon le cas, dont le nom apparaît sur la Soumission, a ou ont été autorisée(s) par le SOUMISSIONNAIRE à fixer les modalités qui y sont prévues et à signer la Soumission en son nom.
6. Aux fins de la présente attestation et de la Soumission, je comprends que le mot «concurrent» s'entend de toute société de personnes ou de toute personne, autre que le SOUMISSIONNAIRE, liée ou non, au sens du deuxième alinéa du point 9, à celui-ci :
  - a) qui a été invitée à présenter une soumission;
  - b) qui pourrait éventuellement présenter une Soumission à la suite de l'appel d'offres compte tenu de ses qualifications, de ses habiletés ou de son expérience.
7. Le SOUMISSIONNAIRE a établi la présente soumission sans collusion et sans avoir établi d'entente ou d'arrangement avec un concurrent allant à l'encontre de la *Loi sur la concurrence* (L.R.C. (1985), chapitre C-34), notamment quant :
  - aux prix;
  - aux méthodes, aux facteurs ou aux formules utilisés pour établir les prix;
  - à la décision de présenter, de ne pas présenter ou de retirer une soumission;
  - à la présentation d'une soumission qui, volontairement, ne répond pas aux spécifications de

---

l'Appel d'Offres.

8. Sauf en ce qui concerne la conclusion éventuelle d'un sous-contrat, les modalités de la Soumission n'ont pas été et ne seront pas intentionnellement divulguées par le SOUMISSIONNAIRE, directement ou indirectement, à un concurrent avant l'heure et la date limites fixées pour la réception des soumissions, à moins d'être requis de le faire par la loi.
9. Veuillez cocher l'une des trois options suivantes :
- Ni le SOUMISSIONNAIRE, ni une personne liée à celui-ci n'ont été déclarés coupables dans les cinq (5) années précédant la date de présentation de la Soumission, d'un acte criminel ou d'une infraction prévu(e) :
- aux articles 119 à 125 et aux articles 132, 136, 220, 221, 236, 334, 336, 337, 346, 347, 362, 366, 368, 375, 380, 382, 382.1, 388, 397, 398, 422, 426, 462.31, 463 à 465<sup>\*</sup> et 467.11 à 467.13 du *Code criminel* (L.R.C. 1985, chapitre C-46);
  - aux articles 45, 46 et 47 de la *Loi sur la concurrence* relativement à un appel d'offres public ou à un contrat d'une administration publique au Canada;
  - à l'article 3 de la *Loi sur la corruption d'agents publics étrangers* (L.C. 1998, chapitre 34);
  - aux articles 5, 6 et 7 de la *Loi réglementant certaines drogues et autres substances* (L.C. 1996, chapitre 19);
  - aux articles 60.1, 60.2, 62, 62.0.1, 62.1, 68, 68.0.1 et 71.3.2 de la *Loi sur l'administration fiscale* (RLRQ, chapitre A-6.002);
  - à l'article 44 de la *Loi concernant la taxe sur les carburants* (RLRQ, chapitre T-1);
  - aux articles 239 (1) a) à 239 (1) e), 239 (1.1), 239 (2.1), 239 (2.2) a), 239 (2.2) b), 239 (2.21) et 239 (2.3) de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (L.R.C. (1985), chapitre 1, 5<sup>e</sup> supplément);
  - aux articles 327 (1) a) à 327 (1) e) de la *Loi sur la taxe d'accise* (L.R.C. (1985), ch. E-15);
  - à l'article 46.2 3<sup>o</sup> de la *Loi sur les institutions de dépôts et de la protection des dépôts* (RLRQ, chapitre I-13.2.2);
  - à l'article 515 4<sup>o</sup> de la *Loi sur les assureurs* (RLRQ, chapitre A-32.1);
  - aux articles 27.5, 27.6, 27.11 et 27.13 de la *Loi sur les contrats des organismes publics* (RLRQ, chapitre C-65.1);
  - à l'article 605 de la *Loi sur les coopératives de services financiers* (RLRQ, chapitre C-67.3);
  - aux articles 16 avec 485 et 469.1 de la *Loi sur la distribution de produits et services financiers* (RLRQ, chapitre D-9.2);
  - aux articles 610 2<sup>o</sup> à 610 4<sup>o</sup> et 610.1 2<sup>o</sup> de la *Loi sur les élections et les référendums dans les*



*municipalités* (RLRQ, chapitre E-2.2);

- aux articles 219.8 2° à 219.8 4° de la *Loi sur les élections scolaires* (RLRQ, chapitre E-2.3);
  - aux articles 564.1 1°, 564.1 2° et 564.2 de la *Loi électorale* (RLRQ, chapitre E-3.3);
  - à l'article 66 1° de la *Loi sur les entreprises de services monétaires* (RLRQ, chapitre E-12.000001);
  - aux articles 65 avec 160, 144, 145.1, 148 6°, 150 et 151 de la *Loi sur les instruments dérivés* (RLRQ, chapitre I-14.01);
  - aux articles 84, 111.1 et 122 4° de la *Loi sur les relations du travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'œuvre dans l'industrie de la construction* (RLRQ, chapitre R-20);
  - à l'article 356 de la *Loi sur les sociétés de fiducie et les sociétés d'épargne* (RLRQ, chapitre S-29.01);
  - aux articles 160 avec 202, 187, 188, 189.1, 190, 195 6°, 195.2, 196, 197 et 199.1 de la *Loi sur les valeurs mobilières* (RLRQ, chapitre V-1.1);
  - à l'article 45.1 du *Règlement sur certains contrats d'approvisionnement des organismes publics* (RLRQ, chapitre C-65.1, r.2) concernant une violation des articles 37.4 et 37.5 de ce règlement;
  - à l'article 58.1 du *Règlement sur certains contrats de services des organismes publics* (RLRQ, chapitre C-65.1, r.4) concernant une violation des articles 50.4 et 50.5 de ce règlement;
  - à l'article 58.1 du *Règlement sur les contrats de travaux de construction des organismes publics* (RLRQ, chapitre C-65.1, r.5) concernant une violation des articles 40.6 et 40.7 de ce règlement;
  - à l'article 83 du *Règlement sur les contrats des organismes publics en matière de technologies de l'information* (RLRQ, chapitre C-65.1, r.5.1) concernant une violation des articles 65 et 66 de ce règlement;
  - à l'article 10 du *Règlement sur les contrats d'approvisionnement, de services et de travaux de construction des organismes visés à l'article 7 de la Loi sur les contrats des organismes publics* (RLRQ, chapitre C-65.1, r.1.1) concernant une violation des articles 7 et 8 de ce règlement;
  - à l'article 10 du *Règlement sur les contrats de construction des organismes municipaux* (RLRQ, chapitre C-19, r.3) concernant une violation des articles 7 et 8 de ce règlement.
- ayant été déclaré coupable d'un tel acte criminel ou d'une telle infraction, le SOUMISSIONNAIRE ou une personne qui lui est liée, en a obtenu la réhabilitation ou le pardon.
- malgré que le SOUMISSIONNAIRE ou une personne qui lui est liée ait été déclaré coupable d'un tel

---

acte criminel ou d'une telle infraction, une autorisation de contracter a été délivrée au SOUMISSIONNAIRE ou l'autorisation de contracter que celui-ci détient n'a pas été révoquée.

- Aux fins de la présente attestation, les articles 463 à 465 du *Code criminel* s'appliquent uniquement à l'égard des actes criminels et des infractions mentionnés ci-dessus.

Pour l'application de la présente attestation, on entend par personne liée : lorsque le SOUMISSIONNAIRE est une personne morale, un de ses administrateurs et, le cas échéant, un de ses autres dirigeants, de même que la personne qui détient des actions de son capital-actions qui lui confèrent au moins 50 % des droits de vote pouvant être exercés en toutes circonstances rattachés aux actions de la personne morale, et lorsque le SOUMISSIONNAIRE est une société en nom collectif, en commandite ou en participation, un de ses associés et, le cas échéant, un de ses autres dirigeants. L'infraction commise par un administrateur, un associé ou un des autres dirigeants du SOUMISSIONNAIRE doit l'avoir été dans le cadre de l'exercice des fonctions de cette personne au sein du SOUMISSIONNAIRE.

Je reconnais ce qui suit :

10. Si l'ORGANISME PUBLIC découvre, malgré la présente attestation, qu'il y a eu déclaration de culpabilité à l'égard d'un acte criminel ou d'une infraction mentionné(e) au point 9, le contrat qui pourrait avoir été accordé au SOUMISSIONNAIRE dans l'ignorance de ce fait pourra être résilié et des poursuites en dommages-intérêts pourront être intentées contre le SOUMISSIONNAIRE et quiconque en sera partie.

Dans l'éventualité où le SOUMISSIONNAIRE ou une personne qui lui est liée serait déclaré(e) coupable d'un acte criminel ou d'une infraction mentionné(e) au point 9 en cours d'exécution du contrat, le contrat pourra être résilié par l'ORGANISME PUBLIC.

Et j'ai signé :

---

Date

---

Signature

**ANNEXE 7.00 - VALIDATION DE CONFORMITÉ DE LA CNESST**

*(le SOUMISSIONNAIRE doit joindre ce document à sa Soumission)*

---

**ANNEXE 7.00 - ABSENCE DE LETTRE DE VALIDATION DE CONFORMITÉ DE LA CNESST****Titre** : Réfection des blocs sanitaires et du secteur administratif de l'école secondaire Laval Junior Academy**Numéro** : 22-188-02

Nom du soumissionnaire :

---

(ci-après, le «SOUSSIONNAIRE»)

Je, soussigné(e),

---

(prénom et nom du/de la représentant(e) autorisé(e) du SOUSSIONNAIRE)

---

(titre du/de la représentant(e) autorisé(e) du SOUSSIONNAIRE)

en tant que représentant(e) dûment autorisé(e) du SOUSSIONNAIRE, en présentant à l'ORGANISME PUBLIC la Soumission ci-jointe du SOUSSIONNAIRE suite à l'Appel d'Offres indiqué ci-dessus, atteste, au nom du SOUSSIONNAIRE, que les déclarations ci-après sont complètes et exactes :

1. Le SOUSSIONNAIRE n'emploie aucun travailleur au sens de la *Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles* (RLRQ, c. A-3.001).
2. J'ai lu et je comprends le contenu de la présente déclaration.
3. Je suis autorisé(e) par le SOUSSIONNAIRE à signer cette déclaration et à présenter, en son nom, la Soumission.

EN FOI DE QUOI, j'ai signé et daté la présente attestation, comme suit :

---

(Signature)

---

(Prénom et nom complets en lettres moulées ou dactylographiées)

---

(Date)

**ANNEXE 7.00 - ATTESTATION DE REVENU QUÉBEC**

*(le SOUMISSIONNAIRE doit joindre ce document à sa Soumission)*

## ANNEXE 7.00 - ABSENCE D'ÉTABLISSEMENT AU QUÉBEC

**Titre** : Réfection des blocs sanitaires et du secteur administratif de l'école  
secondaire Laval Junior Academy

**Numéro** : 22-188-02

Tout SOUMISSIONNAIRE ayant un établissement au Québec où il exerce ses activités de façon permanente, clairement identifié à son nom et accessible durant les heures normales de bureau doit transmettre à l'ORGANISME PUBLIC, avec sa Soumission, une attestation de Revenu Québec valide et n'ayant pas été délivrée après la date et l'heure limites de réception des Soumissions.

Tout SOUMISSIONNAIRE n'ayant pas un établissement au Québec où il exerce ses activités de façon permanente, clairement identifié à son nom et accessible durant les heures normales de bureau doit, en lieu et place de l'attestation de Revenu Québec, remplir et signer le présent formulaire et le joindre à sa Soumission.

Je, soussigné(e), ..... (nom de la personne autorisée par le SOUMISSIONNAIRE), ..... (titre), en présentant à l'ORGANISME PUBLIC la Soumission ci-jointe, atteste que les déclarations ci-après sont complètes et exactes.

AU NOM DE : ..... (nom du SOUMISSIONNAIRE)

Je déclare ce qui suit :

- a) le SOUMISSIONNAIRE n'a pas un établissement au Québec où il exerce ses activités de façon permanente, clairement identifié à son nom et accessible durant les heures normales de bureau;
- b) j'ai lu et je comprends le contenu de la présente déclaration;
- c) je suis autorisé(e) par le SOUMISSIONNAIRE à signer cette déclaration et à présenter, en son nom, la Soumission;
- d) je reconnais que le SOUMISSIONNAIRE est inadmissible à présenter une Soumission en l'absence du présent formulaire ou de l'attestation délivrée par Revenu Québec.

Et j'ai signé :

\_\_\_\_\_

Date

\_\_\_\_\_

Signature

**ANNEXE 7.00 - COPIE DES LICENCES ET PERMIS**

**ANNEXE 7.00 - EXTRAIT DE RÉOLUTION**

IL EST RÉSOLU :

QUE la Société intervienne à l'Appel d'Offres Réfection des blocs sanitaires et du secteur administratif de l'école secondaire Laval Junior Academy - 22-188-02.

QUE M. [ou Mme] ..... (*indiquer le nom*), ..... (*indiquer la fonction*), soit autorisé(e) par la présente à signer, pour et au nom de cette dernière, la Soumission et, s'il y a lieu, les ententes à intervenir suite à cet Appel d'Offres ainsi que tout document accessoire, nécessaire ou utile, afin de donner suite à la présente résolution.

Je certifie que ce qui précède est une copie fidèle d'une résolution adoptée par l'administrateur unique [ou les administrateurs] de ....., en date du ..... 20..., conformément à la Loi, aux documents constitutifs et aux règlements régissant celle-ci, cette résolution étant présentement en vigueur pour n'avoir été ni amendée, abrogée ou modifiée de quelque manière depuis son adoption.

DATÉE CE ..... 20...

\_\_\_\_\_

....., secrétaire



---

**ANNEXE 7.00 - CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE**

Je, soussigné, déclare que (*cocher une des cases ci-dessous*) :

- (1) le SOUMISSIONNAIRE n'a pas d'établissement au Québec;
- (2) le SOUMISSIONNAIRE a un établissement au Québec et emploie moins de 50 personnes au Québec;
- (3) le SOUMISSIONNAIRE a un établissement au Québec et emploie 50 personnes ou plus au Québec, mais depuis moins de 6 mois;
- (4) le SOUMISSIONNAIRE a un établissement au Québec et emploie 50 personnes ou plus au Québec et ce, depuis 6 mois ou plus ; je déclare donc que le SOUMISSIONNAIRE respecte et va continuer de respecter les exigences du chapitre V du titre II de la *Charte de la langue française* («La francisation des entreprises») et (*cocher une des 3 cases ci-dessous*) :
  - je déclare que le SOUMISSIONNAIRE détient un certificat de francisation en vigueur délivré par l'OQLF et je le joins à la Soumission;
  - je déclare que le SOUMISSIONNAIRE ne détient pas de certificat de francisation et je joins à la Soumission une attestation d'application d'un programme de francisation en vigueur délivrée par l'OQLF;
  - je déclare que le SOUMISSIONNAIRE ne détient pas de certificat de francisation ou d'attestation d'application d'un programme de francisation, je joins à la Soumission une attestation d'inscription délivrée par l'OQLF et je déclare que le SOUMISSIONNAIRE a rempli ou s'engage à remplir, dans le délai prescrit par la *Charte de la langue française*, les obligations en lien avec la transmission à l'OQLF de l'«analyse de la situation linguistique».

Signature

Nom du représentant

Date

---

---

---

**ANNEXE 7.00 - DÉCLARATION CONCERNANT LA REPRODUCTION DE DOCUMENTS  
CONTENUS DANS UNE SOUMISSION TRANSMISE SUR SUPPORT PAPIER**

**PROJET - Titre** : Réfection des blocs sanitaires et du secteur administratif de l'école  
secondaire Laval Junior Academy  
**Numéro** : 22-188-02

LA PRÉSENTE DÉCLARATION DOIT ÊTRE COMPLÉTÉE DANS LE CAS OÙ CERTAINS DOCUMENTS CONTENUS DANS UNE SOUMISSION TRANSMISE SUR SUPPORT PAPIER NE SONT PAS DES ORIGINAUX MAIS DES DOCUMENTS QUI ONT ÉTÉ REPRODUITS. CONSTITUE NOTAMMENT UN DOCUMENT REPRODUIT, LA PHOTOCOPIE D'UN DOCUMENT DONT L'ORIGINAL SUR SUPPORT PAPIER A ÉTÉ SIGNÉ DE FAÇON MANUSCRITE. CONSTITUE ÉGALEMENT UN DOCUMENT REPRODUIT, UN DOCUMENT IMPRIMÉ DONT L'ORIGINAL SUR SUPPORT TECHNOLOGIQUE A ÉTÉ SIGNÉ À L'AIDE D'UN PROCÉDÉ DE SIGNATURE ÉLECTRONIQUE.

JE, SOUSSIGNÉ(E),

\_\_\_\_\_ *NOM ET TITRE DE LA PERSONNE QUI A PROCÉDÉ À LA REPRODUCTION DES DOCUMENTS*

AGISSANT POUR

\_\_\_\_\_ *NOM DU SOUMISSIONNAIRE*

SUITE À L'APPEL D'OFFRES  
LANCÉ PAR

Commission scolaire Sir-Wilfrid-Laurier

\_\_\_\_\_ *NOM DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME PUBLIC*

ATTESTE QUE LES DÉCLARATIONS CI-APRÈS SONT VRAIES ET COMPLÈTES À TOUS LES ÉGARDS,

Dans le cas où la soumission transmise contient des documents imprimés dont les originaux sur support technologique ont été signés à l'aide d'un procédé de signature électronique:

- format des documents source : PDF\_\_ DOC\_\_ XLS\_\_ JPEG\_\_ AUTRE(\_\_\_\_\_)
- imprimante(s) utilisée(s) (marque(s), modèle(s)) : \_\_\_\_\_
- garantie du procédé quant à la préservation de l'intégrité : par défaut\_\_ autre (colorimétrie, résolution, qualité) \_\_\_\_\_

Je soussigné(e), déclare que :

- je suis une personne en autorité ou responsable de la conservation des documents transmis dans la présente soumission. J'ai effectué la reproduction de ces documents;
- les documents transmis ont été reproduits dans leur totalité. Ils comportent la même information que les documents sources et leur intégrité est assurée;
- je reconnais que la version reproduite des documents transmis sera considérée comme ayant la même valeur juridique que la version source;
- le matériel et les logiciels utilisés le cas échéant sont au minimum de qualité standard et j'ai utilisé minimalement les options par défaut pour garantir la meilleure qualité des reproductions;
- je m'engage à conserver les originaux ou documents sources pendant une période de trois ans à compter de la date de la transmission de la présente soumission;
- les informations fournies dans la présente déclaration sont exactes.

ET J'AI SIGNÉ,

\_\_\_\_\_ *SIGNATURE*

\_\_\_\_\_ *DATE*

**ANNEXE 7.00 - LES 3 RÉFÉRENCES DE PROJETS RÉALISÉS, DEPUIS 2013, DU MÊME TYPE  
TEL QUE DÉCRIT DANS LES DEVIS DANS UN BÂTIMENT PUBLIC (NON RÉSIDENTIEL)**